

SOMMAIRE :

• Actualités :

Verdict du procès d'Aung San Suu Kyi reporté

Vague d'arrestations dans l'opposition

Aung San Suu Kyi reçoit le Prix Gandhi

Crainte d'une nucléarisation de la Birmanie

• **Un pays, des peuples :**
l'ultimatum adressé aux groupes ethniques menace une paix déjà fragile

• **L'opposition birmane**
Ethnic Nationalities Council

• **Passons à l'action**
Manifestations le 8 et le 11 août ; Création du comité de soutien à Aung San Suu Kyi ; soutien des mairies françaises à Aung San Suu Kyi ; le parlement européen affiche son soutien à Aung San Suu Kyi ; Manifestations à Strasbourg et Dijon

• **Evènements**
Retour sur le concert de U2

• **Chronique littéraire**
L'accordeur de piano

• **Nous soutenir, nous rejoindre**

Les Nouvelles de Birmanie

JUILLET 2009

Edito

Le journal *L'Irrawaddy* soulignait il y a quelques jours une conséquence appréciable du procès actuellement intenté à Aung San Suu Kyi : une vingtaine de diplomates d'Europe, des Etats-Unis, de Chine et d'autres pays d'Asie ont été autorisés à assister aux audiences. Leur présence permet d'entrevoir le système judiciaire birman, dont le fonctionnement est tout simplement édifiant.

Un système sur le point de condamner une accusée au nom d'une loi obsolète... de 25 ans ! Un système qui permet de mener devant un tribunal une personne victime d'une infraction. Un système au sein duquel le verdict est déterminé par les militaires avant même le déroulement des plaidoiries. Un système où les renseignements militaires siègent au procès et surveillent le travail des juges, et les discussions des avocats et de leurs clients. Au cours des six derniers mois, plusieurs centaines de citoyens birmans ont appris à leurs dépens les règles iniques qui gouvernent la justice birmane, et Aung San Suu Kyi en est aujourd'hui – de nouveau – victime. En passe d'être condamnée à 5 ans de prison en vertu d'une loi abrogée en 1974, elle ne cesse de lutter pacifiquement dans un esprit de dialogue. Les arguments évidents de sa défense ne sont que des preuves supplémentaires de la folie et de la paranoïa dans lesquelles sont tombés les généraux. Son courage et sa détermination face à de telles aberrations nous obligent d'autant plus à nous engager à ses côtés.

Les diplomates présents lors de cette mascarade de justice ne peuvent se taire. Ils doivent témoigner de ce qu'ils ont vu auprès de leurs dirigeants pour que les paroles d'indignation se matérialisent en actes concrets. Si le changement ne saurait venir d'une seule action, d'une seule sanction ou d'un seul pays, la communauté internationale a le devoir de mettre en œuvre les mesures qui s'imposent : la mise en place d'un embargo mondial sur les armes, l'ouverture d'une commission d'enquête internationale pour crimes contre l'humanité, ou encore l'introduction de sanctions financières et bancaires ciblées.

La passivité de nos gouvernements revient à abdiquer face à la tyrannie. Et personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Procès d'Aung San Suu Kyi

Verdict du procès d'Aung San Suu Kyi reporté

Attendu vendredi 31 juillet, le verdict du procès d'Aung San Suu Kyi sera finalement connu le 11 août prochain. Le motif du report est une nécessaire interprétation « *des termes juridiques liés à la Constitution de 1974* » selon le juge de la cour birmane cité par un diplomate occidental ayant assisté à la séance du vendredi 31. Aung San Suu Kyi est en effet accusée en vertu de l'article 22 d'une loi sur la sécurité intérieure protégeant l'Etat d'« éléments subversifs ». Les avocats de l'opposante estiment qu'elle devrait être acquittée parce cette loi relève de la Constitution de 1974, qui n'est plus en vigueur.

Une mobilisation nationale crainte par des généraux en désaccord

La junte birmane doit gérer le front de la mobilisation nationale devant le procès d'Aung San Suu Kyi, qui symbolise l'espoir de tout un peuple. Des sources à Rangoon indiquent que les autorités craignent un mouvement de protestation de masse au sein de la population birmane à l'annonce de la condamnation. La sécurité a été renforcée dans Rangoon, avec l'arrivée de troupes supplémentaires venues rejoindre les forces de sécurité. Des forces anti-émeutes ont encerclés la prison vendredi 31. La police patrouille Rangoon et les médias nationaux avaient averti qu'aucun mouvement de protestation ne serait toléré. Les forces de sécurité ont procédé à des dizaines d'arrestations à la veille de l'annonce du verdict.

De plus au plan national, des dissensions sont apparues au sein du régime. Than Shwe, le leader suprême du régime militaire qui déteste Suu Kyi, et le général Maung Aye, l'un des autres hommes forts du régime, s'opposent sur cette question. Il est probable que la décision de reporter le verdict ait été prise par le général Than Shwe ont estimé des observateurs.

Les généraux hésitent, surpris par les réactions internationales

La décision de reporter le verdict n'est guère surprenante pour nombre d'observateurs. Elle témoigne d'un embarras certain des généraux birmans sur la façon de gérer le « cas » Aung San Suu Kyi. Alors qu'à l'ouverture du procès le 18 mai la cour montrait un réel empressement, le procès a finalement traîné en longueur en étant ajourné à de multiples reprises. La junte cherchait à saisir le prétexte de cet Américain pour prolonger la détention de Suu Kyi mais elle se retrouve à présent dans une situation très embarrassante.

Les hésitations des généraux birmans à annoncer la condamnation de l'opposante birmane et Prix Nobel de la Paix sont à mettre en perspective avec l'ampleur des condamnations internationales. Si le bloc occidental a évidemment dénoncé le procès politique à l'encontre de la dirigeante du parti démocrate, la réaction asiatique a été inattendue. L'ASEAN commence à se distancer clairement de ce membre paria et à beaucoup moins protéger les généraux birmans que par le passé.

L'échec de la visite au début du mois de juillet du secrétaire général de l'ONU qui n'a pu obtenir la moindre concession, pas même celle d'un entretien avec Aung San Suu Kyi, a des conséquences sur la gestion du dossier birman à l'ONU.

Si la cour la reconnaît coupable, Suu Kyi risque cinq ans d'emprisonnement. Les observateurs envisageaient une condamnation, mais certains experts estiment que la junte envisage d'autres solutions pour apaiser la pression internationale tout en maintenant Suu Kyi à l'écart.

Les États-Unis et l'UE imposent des sanctions commerciales à l'encontre de la Birmanie, que Washington vient de renouveler pour trois ans. Les Américains ont appelé par ailleurs jeudi à la libération sans conditions des 2 100 militants politiques emprisonnés dans le pays.

Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Gandhi

Le prix Mahatma Gandhi pour la réconciliation et la paix, décerné à Aung San Suu Kyi, a été remis le 20 juillet à Durban (Afrique du Sud) à son représentant le Dr. Sein Win, Premier ministre du gouvernement en exil. « Tout le monde aurait voulu que ce soit elle qui vienne chercher ce prix. Cela aurait été mieux bien sûr. Elle doit assister à son procès en Birmanie en ce moment. Et j'ai peur qu'ils ne la condamnent », a déclaré à l'AFP Sein Win, en exil aux États-Unis et qui n'a que très peu de contacts avec son pays. La fondation Gandhi Development Trust, basée à Durban (sud), avait invité Mme Suu Kyi, 64 ans, afin de la récompenser pour son action en faveur de la paix, mais elle n'a obtenu aucune réponse des autorités birmanes.

Le prix Mahatma Gandhi récompense les personnalités pour leurs actions en faveur la démocratie, la justice et la paix. Il a été créé en 2003 en mémoire de l'homme politique indien Gandhi qui a débuté son combat politique en Afrique du Sud. En 2008, le prix avait été décerné au premier président noir sud-africain, Nelson Mandela.

Opposition

Vague d'arrestations dans l'opposition birmane

Selon des témoins restés sous le couvert de l'anonymat, au moins 50 membres de la Ligue Nationale pour la Démocratie ont été arrêtés alors qu'ils revenaient des cérémonies de commémoration de la mort du général Aung San, père de l'indépendance birmane, assassiné le 19 juillet 1947.

Malgré les efforts de la junte d'abolir cette commémoration, de nombreux militants à travers le pays ont organisé des cérémonies en l'honneur du héros de l'indépendance.

« Certains membres ont été brutalement embarqués dans des camions, et ceux qui essayaient de s'enfuir ont été pourchassés » explique un témoin. La police avait apparemment érigé des barricades de sécurité avec du fil barbelé et avaient bloqué toutes les rues menant au mausolée du martyr. Plus de deux douzaines de camions de police et 4 fourgons de prison étaient parkés à côté du monument.

Par ailleurs, dans la nuit du 30 au 31 juillet, pas moins de 26 membres de la LND ont été arrêtés. Ces arrestations sont une nouvelle preuve de la défiance totale de la dictature birmane aux injonctions du Conseil de Sécurité de l'ONU appelant à la libération de l'ensemble des prisonniers politiques. Parmi ces 26, figurent des représentants élus lors des élections de 1990.

Sources: AFP, Irrawaddy, Nouvel Observateur, Le Figaro, Mizzima, JDD

Nations unies et Communauté internationale

La Birmanie, un voisin dérangeant pour la Chine

La Birmanie s'avère un voisin de plus en plus instable et dérangeant. La Chine qui avait forgé une « relation fraternelle » avec la Birmanie a semblé récemment prendre quelques distances. Les leaders chinois peinent sans doute à rester impassibles aux articles de presse et autres déclarations condamnant la Birmanie et qui soulignent invariablement le soutien chinois à la dictature militaire birmane.

L'introduction de la démocratie ou la libération d'Aung San Suu Kyi restent pour Pékin des affaires internes à la Birmanie. En revanche, la Chine semble prendre conscience qu'appuyer la dictature birmane peut avoir un coût plus élevé qu'il n'y paraît, et de subtils changements d'attitude des dirigeants chinois ont pu être constatés.

Lors d'une réunion des ministres européens et asiatiques à Hanoï en mai, la Chine ne s'est pas désolidarisée des attaques contre la Birmanie et n'a pas non plus répugné à critiquer le procès d'Aung San Suu Kyi. Curieusement, la Chine a également multiplié les contacts avec des groupes dissidents birmans en exil. Des représentants du gouvernement de Pékin se rendent régulièrement en Thaïlande et la Chine ne s'oppose pas à la tenue de séminaires et de conférences sur les problèmes birmans. La Ligue Nationale pour la Démocratie a d'ailleurs récemment adressé une lettre à l'ambassade chinoise à Rangoon, preuve qu'ils voient la Chine comme un allié potentiel.

Ne soyons pas naïfs, la Chine n'a que faire de voir la Birmanie devenir une démocratie. Elle souhaite avant tout disposer d'un régime fort et stable en mesure de développer une économie prospère à ses portes. En juin, le général Maung Aye (N°2 du régime) s'est rendu à Pékin. Les deux pays ont signé trois accords de coopération économique et technique, de développement de projets pour l'énergie hydraulique et de développement et de gestion du projet de pipeline sino-birman. La presse birmane a applaudi clamant que la Chine protégerait les intérêts birmans sur la scène internationale.

Or cette protection ne va pas sans condition. La Chine veut voir s'améliorer les relations du régime avec les groupes ethniques installés le long de la frontière sino-birmane. Elle ne voit pas d'un bon œil l'instabilité constante qui règne à sa frontière avec la Birmanie et exhorte le gouvernement birman à agir. Les Chinois semblent notamment soutenir des projets de création de gouvernements autonomes dans les régions peuplées de groupes ethniques. Les leaders de deux groupes ethniques les plus importants, les Wa et les Kachin, ont d'ailleurs déjà reçu des soutiens de la Chine. Ces derniers s'appuient sur le gouvernement chinois pour qu'il relaie leurs revendications à Naypyidaw.

La Chine met donc un pied discret dans les affaires politiques internes de la Birmanie en recherchant un compromis favorable aux groupes ethniques et aux intérêts chinois tout en offrant une alternative satisfaisante à la politique ethnique de la junte qui manque clairement de créativité. La réévaluation discrète de la politique chinoise vis-à-vis de la Birmanie a probablement peu d'origines morales. Les Chinois se soucient simplement d'avoir des leaders compétents à leurs portes, à même de faire fructifier les énormes investissements chinois sur le sol birman, et semblent avoir compris que lorsque la Birmanie est en feu, la Chine risque de se brûler.

Mise en place d'un organisme des droits humains a minima en Asie du Sud-Est

En écho à la Charte de l'Asean entrée en vigueur en 2008, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) a arrêté le 20 juillet 2009 les termes de référence d'un organisme régional inédit sur les droits de l'Homme, dont le lancement officiel aura lieu en octobre prochain : la Commission régionale pour les droits de l'Homme.

Pour rallier la Birmanie, des compromis ont été faits : non ingérence dans les affaires intérieures des dix pays, absence de référence à des sanctions et à la façon dont seraient effectivement protégés les droits fondamentaux, pas de possibilités de lancer une enquête, de nommer des experts internationaux, de recevoir des plaintes d'individus ou de groupes, d'organiser des visites dans les pays membres, absence de mandat clair en matière de protection des droits, pas de mention de la société civile en tant que partie prenante dans les travaux.

Aussi, ce nouvel organe ne satisfait pas aux « normes internationales » et ressemble à « un tigre sans crocs ». Mais pour le Premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva, l'idée est de d'abord promouvoir les droits humains et d'accumuler une expérience positive avant de punir ou condamner. C'est dans une seconde étape que cet organe se verra donner plus de pouvoir « pour la protection de ces droits ». L'avenir nous le confirmera...

Les Etats-Unis craignent une nucléarisation de la Birmanie

Hillary Clinton, en visite en Thaïlande, où elle assistait au Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité, a dit redouter un « transfert de technologie nucléaire » entre la Corée du Nord et la Birmanie.

Les craintes de liens nucléaires entre ces deux Etats mis au ban d'une grande partie de communauté internationale ont été alimentées le mois dernier par des déclarations de responsables américains affirmant qu'un bateau nord-coréen suspecté de transporter des armes se dirigeait vers la Birmanie. Le cargo était surveillé par la marine américaine dans le cadre d'une récente résolution de l'ONU sanctionnant le nouvel essai nucléaire nord-coréen de mai dernier.

Ces craintes ont été renforcées par des images, diffusées fin juin sur le site Democratic Voice of Burma par un groupe de Birmans en exil montrant un immense réseau de tunnels construits sur le territoire birman par des experts nord-coréens. Le réseau birman, comprenant de 600 à 800 tunnels et pouvant servir d'abris en cas d'attaque, serait assez vaste pour abriter un arsenal militaire.

Un pays, des peuples

La diversité ethnique, entre oppression et conflit armé

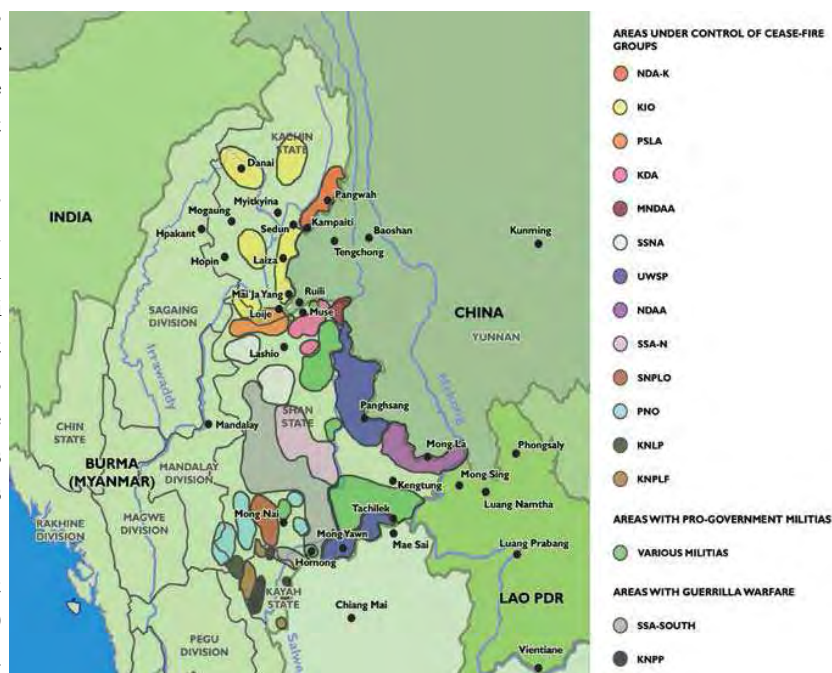
Ce mois-ci : L'ultimatum adressé aux groupes ethniques menace une paix déjà fragile

L'année 2009 marque les vingtièmes anniversaires des premiers accords de cessez-le-feu entre les groupes ethniques armés et l'armée nationale en Birmanie. Ces accords mettaient fin à des décennies d'affrontements entre le gouvernement militaire et un large éventail de groupes d'opposition armés. Ces groupes avaient pris les armes contre le gouvernement afin d'obtenir une meilleure reconnaissance et plus de droits pour les minorités ethniques dont ils sont issus. Jusqu'à présent le régime militaire n'a accédé à quasiment aucune de leurs revendications. La résolution des conflits ethniques est pourtant décisive dans la recherche d'une solution politique durable qui garantisse la paix et la stabilité du pays.

Le régime militaire a récemment exprimé sa volonté de désarmer ces groupes et de les transformer en forces de sécurité affectées aux frontières. D'après les officiels birman, en accord avec la nouvelle constitution chaque groupe armé ne doit fonctionner que sous commandement direct de l'armée birmane : le chapitre VII « Services de défense » de la constitution stipule que toutes les forces armées de l'Union devraient être sous le commandement des services de défense, soit la Tatmadaw. En mai dernier, il a ainsi été « proposé » aux groupes ethniques armés ayant déjà signé un cessez-le-feu de servir comme « gardes-frontière ». Le plan prévoit que chaque bataillon affecté aux zones frontalières soit composé de 326 soldats dont dix-huit officiers. Trente personnels birman, avec des rôles significatifs dans la chaîne de commande, seraient intégrés à chaque bataillon. De plus, dans chaque bataillon il y aurait trois commandants de haut rang parmi lesquels celui en charge de l'administration serait issu des forces armées birmanes de même que des employés de bureau ou des infirmières. L'armée birmane contrôlerait alors totalement les branches armées des mouvements ethniques, ne laissant à ces derniers quasiment aucune marge de manœuvre.

Selon les directives de la junte, les groupes doivent se prononcer dans les prochains mois (la date du 30 juin initialement prévue étant impossible à tenir, la junte a prolongé l'échéance des négociations). Des entraînements militaires pour les bataillons issus des groupes ethniques sont déjà planifiés pour octobre 2009. La proposition faite aux groupes ethniques prévoit qu'ils abandonnent purement et simplement la gestion des affaires courantes et les commandes de leurs troupes à la Tatmadaw, nom donné à l'armée birmane. Aung Kyaw Zaw, un analyste militaire birman déclarait récemment que « les groupes ethniques armés devraient penser prudemment à leur futur » et que « c'est un moment crucial pour eux. »... Si les plans de la junte aboutissent, il n'y aura plus de United Wa State Army ou de Kachin Independence Army mais seulement leurs branches politiques, le United Wa State Party ou la Kachin Independence Organization. Le régime veut en fait que les groupes forment de nouveaux partis politiques qui participeraient aux élections de 2010 et rendent ce scrutin ainsi plus légitime.

Or, les groupes ethniques ont presque unanimement refusé, aucune de leurs revendications n'ayant été satisfaite par le pouvoir militaire. L'avenir des accords de cessez-le-feu et donc de la paix dans les régions frontalières est en jeu.



Zones sous contrôle de groupes ethniques ayant signé des accords de cessez-le-feu avec le pouvoir central birman

Source: Tom Kramer, *Neither War Nor Peace, The Future Of The Cease-Fire Agreements In Burma*

La suite page suivante...

Un pays, des peuples

La diversité ethnique, entre oppression et conflit armé

L'ultimatum adressé aux groupes ethniques menace une paix déjà fragile (suite)

Pour le moment, seule la Democratic Karen Buddhist Army a accepté et signé l'accord. Dix-sept groupes insurgés ont signé des accords de cessez-le feu avec les généraux au pouvoir depuis 1989. L'un des plus puissants, fort d'environ 20 000 hommes, la United Wa State Army (UWSA), l'a déjà rejeté par deux fois de manière catégorique. En tout, au moins 8 des 13 groupes armés restant et signataires d'un accord de cessez-le-feu ont rejeté les exigences de Naypidaw: la New Democratic Army Kachin (NDAK), la Kachin Independence Organization (KIO), le Kayan New Land Party (KNLP), le New Mon State Party (NMSP), le Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) aussi appelé Kokang, la Shan State Army (SSA) "North" et la National Democratic Alliance Army (NDAA) de la région de Mongla. Ils craignent, à juste titre, de tomber sous le contrôle de l'armée birmane, sans aucune contrepartie. Dès le mois de mai, les leaders de l'UWSA avaient répondu directement au Chef de la Sécurité des Affaires militaires qu'ils ne pouvaient accepter l'ordre du régime et que l'UWSA maintiendrait les statuts de cessez-le-feu en cours. La Kachin Independence Organization (KIO), branche politique de la Kachin Independence Army, 4 000 hommes, a également exprimé son désaccord. La KIA est implantée dans l'Etat Kachin mais aussi dans le nord de l'Etat Shan.



Soldats de la Kachin Independence Army

Le Secrétaire général de la KIO a déclaré que la KIO souhaitait conserver sa branche armée, la Kachin Independence Army (KIA), et n'accepterait pas d'officiers de l'armée birmane dans ses rangs. La KIO a déclaré vouloir que la KIA forme à l'avenir une force kachin régionale (Kachin Regional Guard Force) et non un bataillon de gardes-frontière intégré à l'armée nationale. La KIO a également, à l'occasion d'une rencontre avec des officiels de l'armée en juillet, appelé à une gestion autonome de l'Etat kachin en exigeant une implication directe dans les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif après les élections de 2010. A l'instar des autres parties représentant de minorités ethniques, la Kachin Independence Organisation a également rejeté la proposition de la junte de devenir un parti politique et de participer aux élections de 2010.

Depuis l'offre de la junte, qui est en réalité un véritable ultimatum lancé par le régime aux groupes ethniques, la tension est montée. Les refus exprimés par les groupes ethniques armés ont été interprétés comme un rejet de la constitution adoptée par référendum en mai 2008. Le plan du régime est clairement affiché : incorporer les troupes ethniques ayant signé un cessez-le-feu à la Tatmadaw et ainsi considérablement affaiblir leur autonomie.

Face aux refus des groupes ethniques, le régime va probablement rechercher des alternatives afin de les persuader – de les obliger - d'accepter la nouvelle constitution et les élections générales à venir (en 2010). Les fragiles accords de cessez-le-feu pourraient être cassés et la zone frontalière de l'Est de la Birmanie redeviendrait un champ de bataille. De nombreux groupes ont perdu leur capacité militaire par rapport à l'époque où ils ont signé les accords et la Tatmadaw dispose d'avant-postes au sein même des zones contrôlées par ces groupes. Plusieurs connaisseurs de la région ont évoqué la possibilité d'une guerre imminente.

Than Shwe aurait par ailleurs déclaré à ces officiers que le traitement de ces groupes serait un des plus gros challenge des prochaines années. Les généraux de Naypidaw y voient une menace à leur administration. La lutte contre les groupes ethniques n'est par ailleurs pas de la même nature que celle contre l'opposition politique. Pour faire taire cette dernière, non violente, remplir les prisons paraît pour l'instant suffisant. Les groupes armés en revanche utilisent la puissance du feu, à l'instar de la junte. Sans accord politique avec les minorités ethniques, il est peu probable que la paix et la démocratie s'installent en Birmanie.

Enfin l'enjeu est aussi géopolitique pour le régime. En effet, la Chine, voisin de la Birmanie et partenaire commercial et militaire des plus importants, jouit d'une influence certaine sur ces groupes basés à la frontière sino-birmane, notamment l'UWSA et la KIA. Récemment les questions de stabilité et de réconciliation nationale sont devenues des sujets de haute préoccupation pour Pékin.

L'opposition birmane

Présentation d'un acteur du mouvement démocrate

Ce mois-ci: The Ethnic Nationalities Council (ENC)

Le « Conseil des Ethnies Nationales » (ENC), né en 2004, a pour ancêtre le Comité de coopération et de solidarité des ethnies nationales (ENSCC). Il a été fondé en août 2001 par le Front démocratique national (NDF) et la Ligue nationale la démocratie - Zones libérées (UNLD-LA). En 2005, la structure de l'ENC a été modifiée pour s'adapter aux Etats qu'il représente. La représentation au sein de l'ENC s'est organisée sur la base des sept Etats Karen, Chin, Karenni, Arakan, Shan, Mon et Kachin.

La décision a été prise dans le but de faciliter la naissance d'une Union fédérale composée d'Etats équitablement représentés lors de l'avènement de la démocratie. L'objectif ultime de l'Ethnic Nationalities Council est d'établir une véritable Union fédérale de Birmanie fondée sur les principes de l'Accord de Panglong. Il s'agit également d'assurer une représentation et une participation de toutes les minorités et partis au sein de chaque Etat. Chacun des Etats envoie au Conseil cinq représentants. Sur ces cinq représentants, trois représentent les partis politiques, organisations et populations de l'Etat, un représente les femmes de l'Etat et le dernier les jeunes de l'Etat. L'Etat Shan envoie 8 représentants en raison de sa population plus diverse en termes ethniques.

L'Ethnic Nationalities Council s'est engagé à sa création à entreprendre des actions constructives pour apporter une solution pacifique aux conflits politiques en Birmanie par un dialogue entre le SPDC, la LND et les nationalités ethniques. Un programme de réconciliation nationale a été rédigé en 1999, en accord avec l'esprit de la conférence de Panglong ayant abouti à un accord fondé sur des principes d'égalité, d'auto-détermination, de démocratie et de justice (accord signé en février 1947 par le général Aung San, père d'Aung San Suu Kyi, et qui n'a jamais réellement été appliqué). L'ENC estime que les questions de démocratie, de dictature militaire et les dispositions constitutionnelles sont étroitement imbriquées et ne peuvent être traitées séparément. L'ENC appuie fortement la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un dialogue tripartite entre le régime militaire, la LND menée par Aung San Suu Kyi et les minorités ethniques.

L'ENC travaille étroitement avec la communauté internationale, les Nations unies, les organisations internationales et les ONG pour résoudre la grave crise humanitaire touchant le pays, qui affecte en priorité les minorités ethniques. Il ne soutient pas la feuille de route en 7 points du SPDC, sa constitution ratifiée en mai 2008 et les élections générales de 2010.

Enfin l'ENC est membre des Sept Alliances, un front uni de coalitions birmanes représentant la majorité des groupes ethniques et pro-démocratiques en exil. Au sein des Sept Alliances l'attribution principale de l'ENC est de coordonner les efforts des ethnies non birmanes installées dans les Sept Etats et qui représentent plus de 40% des 50 millions de personnes vivant en Birmanie et occupent plus de 60 % du territoire.

Membres de l'Ethnic Nationalities Council (ENC)

- Arakan National Council (comprenant tous les partis politiques et les organisations de société civile d'Arakan)
- Chin National Council (tous les partis politiques et les organisations de société civile de l'Etat Chin)
- Kachin National Organization (tous les partis politiques et les organisations de société civile de l'Etat Kachin)
- Karen State Coordinating Body (comprenant la KNU - Karen National Union et les organisations karen de société civile)
- Karenni State Coordinating Body (comprenant le KNPP - Karenni National Progressive Party et les organisations karen ni de société civile)
- Mon State Coordinating Body (tous les partis politiques et les organisations de société civile de l'Etat Mon)
- Shan State Representative Council (comprenant toutes les organisations ethniques de l'Etat Shan)

Pour plus d'informations : www.enccurma.org

Passons à l'action

Appel à manifestation le 8 août et le 11 août

Selon toute vraisemblance, Aung San Suu Kyi sera jugée coupable et écoper d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq années d'emprisonnement. Ce verdict à l'issue d'un procès éminemment politique, dans lequel elle était inculpée pour ne pas avoir empêché l'intrusion à son domicile d'un ressortissant américain.

En souvenir des grandes manifestations de 1988 qui s'étaient soldées dans un bain de sang, la journée du samedi 8 août a été décrétée journée mondiale d'action au sein du réseau de résistance birman. A l'approche du verdict du procès d'Aung San Suu Kyi, qui sera rendu mardi 11 août par la cour militaire birmane. En France, nous serons bien évidemment mobilisés !

**IL FAUT SE MOBILISER ET EXIGER SA LIBERTE,
AINSI QUE CELLE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !**

Rendez-vous :

Le 8 août à 14 heures Place du Trocadéro à Paris

Le 11 août à 18 heures, devant l'Ambassade de Birmanie (à confirmer)



Contre l'indifférence, rejoignez le Comité de soutien à Aung San Suu Kyi !

Info Birmanie vous invite à rejoindre le Comité de soutien à Aung San Suu Kyi. Ce comité de soutien vise en premier lieu à démontrer au gouvernement français que les citoyens français ne restent pas insensibles au sort d'Aung San Suu Kyi et du peuple birman, et ne ferment pas les yeux devant la tyrannie des généraux birmans. L'autre objectif est de pouvoir créer un vaste réseau français de solidarité à Aung San Suu Kyi et au peuple birman.

A partir de septembre, le comité mettra en place des actions de sensibilisation pour faire connaître au plus grand nombre l'intolérable situation d'Aung San Suu Kyi, et exhorter nos élus, nos ministres et notre Président à entreprendre des actions concrètes et efficaces.

**Déjà 630 inscriptions
dans plus de 50 départements !
Avec d'autres militants de votre
département, relayez dans votre
ville ou région les actions pour la
libération d'Aung San Suu Kyi**

Montez une action près de chez vous !

Bordeaux, Orléans, Lyon, Nice, Limoges, Lille, Annecy, Marseille, Toulouse, Poitiers, Rennes, Reims, Béziers, Grenoble, Laval...

si vous souhaitez (contribuer à) mettre en place une action publique ou un groupe local Info Birmanie dans votre ville, contactez-nous, nous pourrons vous aider dans l'organisation et vous mettre en lien avec d'autres membres du comité habitant le département!

Toutes sortes d'actions sont possibles au sein du comité pour participer à la lutte pour la libération d'Aung San Suu Kyi :

- interpellier vos élus,
- faire connaître la cause birmane autour de vous,
- organiser un évènement sur la Birmanie,
- nous épauler dans nos démarches administratives,
- nous soutenir financièrement...

Nous avons besoin de vous et de votre énergie pour changer la situation ! Alors, que vous ayez seulement quelques minutes ou plus de temps, apportez votre contribution et ensemble, obtenons la libération d'Aung San Suu Kyi et l'avènement de la démocratie en Birmanie.

Pour exprimer votre soutien à Aung San Suu Kyi et rejoindre le comité de soutien pour sa libération, il vous suffit de vous rendre sur le site d'Info Birmanie : www.info-birmanie.org. L'inscription est bien évidemment totalement gratuite.

En donnant votre voix pour sa libération, vous pouvez faire la différence.

Passons à l'action

Le soutien des mairies françaises à Aung San Suu Kyi



Mairie du XX^e arrdt de Paris
Photo : Pierre Bohm

Elle s'étale sur le fronton de la mairie du 20^{ème} arrondissement de Paris sous la devise « Liberté, Egalité, Fraternité », ondulant sous le vent comme une mer d'espoir. « Libérez Aung San Suu Kyi, démocratie en Birmanie », proclame simplement la banderole de soutien de la municipalité à l'opposante birmane. « Au même titre que Mandela, Aung San Suu Kyi lutte pour les droits de l'homme et n'appelle jamais à la violence. Elle mérite d'être soutenue », explique Frédérique Calandra, la maire du 20^e arrondissement.

A Lille, Martine Aubry a souhaité que la Ville affiche son soutien à l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, emprisonnée arbitrairement dans son pays. Une banderole à l'entrée de l'Hôtel de Ville de Lille a été dévoilée en présence de représentants de la Ligue des Droits de l'Homme et d'Amnesty International ainsi que de plusieurs élus dont Marie-Pierre Bresson, Adjointe déléguée à la Solidarité internationale, Martine Filleul, Adjointe déléguée aux relations internationales et Dalila Dendouga, Adjointe déléguée aux Droits de l'Homme.



Mairie de Lille

A Strasbourg, Arcueil, Malakoff, Clichy, les conseils municipaux de ces villes ont adopté au cours de ces dernières semaines une motion ou un vœu en l'honneur d'Aung San Suu Kyi et ces actes démontrent pleinement la capacité des élus locaux à s'exprimer sur des sujets internationaux et leur volonté de défendre un idéal universel: la liberté.

Au nom des démocrates birmans et de tous les opposants à la dictature birmane, nous remercions les maires, les conseillers municipaux et leurs équipes pour leur soutien, et nous espérons que d'autres initiatives similaires naîtront dans les mairies de France.

Le parlement européen affiche son soutien à Aung San Suu Kyi

Des portraits de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi ont été placés durant plusieurs jours sur les bâtiments du Parlement européen, dans le cadre de la campagne du Parlement Européen pour la libération de la lauréate du prix Sakharov 1990. [prix décerné chaque année par le parlement européen à un défenseur de la liberté]

Par ailleurs, des affiches de l'ancienne lauréate du Prix Sakharov avec le slogan "Free Aung San Suu Kyi now" ("Libérez Aung San Suu Kyi maintenant") en anglais et en birman ont été installés sur les passerelles reliant l'ancienne gare aux autres bâtiments du PE à partir de vendredi matin.



Bâtiment du parlement européen à Bruxelles

"Le Parlement européen, qui défend les valeurs de démocratie et de liberté pour lesquelles l'Union européenne est connue à travers le monde, réaffirme son soutien et sa solidarité avec Aung San Suu Kyi. Cette femme courageuse représente le meilleur espoir pour son peuple d'un avenir libre et prospère", a déclaré le Président du Parlement européen.

Manifestations à Strasbourg et Dijon



Rassemblement à Strasbourg

Samedi 1^{er} août, des citoyens des villes de Strasbourg et Dijon se sont mobilisés en réaction au procès intenté à Aung San Suu Kyi et à l'annonce prochaine du verdict.

A Strasbourg, la manifestation a été couverte par la presse locale et a donné lieu à un article dans Les Dernières Nouvelles d'Alsace.

A Dijon, une militante était à l'initiative d'une manifestation pour dénoncer là aussi l'inculpation d'Aung San Suu Kyi et s'insurger contre la possible peine de prison que la Prix Nobel risque fort d'écoper. Un événement avait déjà été organisé le 19 juin à Dijon pour les 64 ans d'Aung San Suu Kyi.

Evénements

Retour sur les événements du mois de juillet

Concerts du groupe U2 au Stade de France

Les bénévoles d'Info Birmanie étaient conviés les 11 et 12 juillet aux deux concerts très attendus de U2 au Stade de France. U2 ayant agi à de nombreuses occasions pour la libération d'Aung San Suu Kyi, les membres de ce groupe pas comme les autres ont décidé d'inviter, à chacun de leurs concerts pendant la tournée '360°' les organisations qui soutiennent Aung San Suu Kyi et l'opposition birmane.

Dès 14h30 samedi 11 juillet, quelques membres d'Info Birmanie et de la Communauté birmane de France se sont donc rendus sur les lieux pour diffuser des informations sur la situation en Birmanie et récolter des signatures pour le nouvel appel au soutien aux démocrates birmans. Allant de groupes en groupes parmi les fans arrivés à la première heure, plus de 300 personnes ont signé notre appel pour la libération d'Aung San Suu Kyi et des prisonniers politiques birmans. L'accueil fut bon, même s'il nous faut reconnaître un intérêt globalement faible du public pour la cause birmane.

En revanche, Bono, le chanteur engagé de U2, était là pour sauver la mise. « There's a woman in my heart » a-t-il lancé : dans le public le petit rang des bénévoles d'Info Birmanie a frémi aux premières notes d'une très belle chanson, « Walk on », qu'il a dédiée à Aung San Suu Kyi. Sur l'écran géant au dessus de la scène est apparu le visage d'Aung San Suu Kyi, tandis que de jeunes gens portant un masque à son effigie défilaient sur la scène. L'ensemble était beau et émouvant, comme en a témoigné le tonnerre d'applaudissements qui a suivi. Pour les bénévoles d'Info Birmanie et les Birmans présents, ce fut incontestablement un grand moment.

Tout au long de leur tournée 360°, les musiciens de U2 demandent aux spectateurs de porter le masque d'Aung San Suu Kyi (téléchargeable sur leur site web) lorsqu'ils entameront « Walk On ». Allant plus loin, ils demandent à leur audience de le porter où qu'ils aillent et dans les endroits les plus improbables, puis de se prendre en photo et de télécharger ces portraits sur leur site pour choisir les meilleures d'entre elles et les faire figurer dans une galerie spéciale.

« Walk on », « Continuez », fut donc le vibrant appel de Bono à Aung San Suu Kyi et à ceux qui la soutiennent. Message reçu. Et comme nous espérons en retour qu'il nous gardera son soutien si précieux, nous sommes tentés de lui répondre, « Yes, you too... »

Chronique littéraire

L'accordeur de piano



Octobre 1886 à Londres, une lettre reçue par Edgar Drake, prestigieux accordeur de piano, contenant une étrange requête de la part du ministère de la Guerre britannique : quitter sa femme et son existence paisible pour se rendre dans l'Est de la Birmanie, dans les Etats Shan du Sud, où un précieux piano à queue Erard doit être réparé. L'instrument appartient à un médecin-général nommé Anthony Carroll, dont les méthodes peu orthodoxes de pacification – la musique et la médecine à la place des fusils – ont provisoirement ramené le calme la région. Cependant ses supérieurs doutent de la loyauté de ce soldat-poète. De l'Europe à la mer Rouge, puis de l'Inde aux profondeurs des terres birmanes, le voyage d'Edgar est peuplé sur le chemin de villes, de rencontres, dont le point d'orgue est celle de l'énigmatique officier qui le fascine tant mais qui lui échappe tout autant. La confusion s'installe en lui, autour de lui, à la frontière du rêve, de l'envoûtement.

Peinture de la Birmanie de la fin du XIXe siècle (octobre 1886 et avril 1887), ce roman se situe dans un contexte historique réel bien restitué, celui de la pacification des Etats Shan, qui a représenté une période critique pour l'expansion de l'Empire britannique. Il est aussi un véritable récit de voyage entrecoupé de belles descriptions musicales autour du piano, parfait à glisser dans sa valise avant de partir en vacances.

En vente dans les librairies aux éditions Pocket, et disponible au local d'Info Birmanie (bibliothèque)



74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »

Aung San Suu kyì



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

*Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole,
de manière ponctuelle ou régulière :*

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contactez Flore ou Isabelle
au 01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr